

# L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

## TRISTE JOURNÉE : POUR LA CATALOGNE, L'ESPAGNE ET L'EUROPE

**T**riste journée, ce dimanche. Pour la Catalogne d'abord. Ses leaders ont embarqué leurs concitoyens, contre l'avis de nombre d'entre eux, dans une aventure séparatiste contestée et contestable. Et le dessein d'une déclaration unilatérale d'indépendance est, dans l'univers démocratique européen, une folie juridique qui ne servirait en rien les intérêts des Catalans. Cet aventurisme a d'ailleurs plongé leur société dans la division jusqu'au sein de familles et de groupes d'amis. Triste jour pour l'Espagne. On peine à trouver les mots pour caractériser l'attitude du gouvernement central espagnol qui, disposant de la force de la légitimité juridique et constitutionnelle, a choisi de n'utiliser que sa force brutale pour faire dérailler le « référendum ». A défaut d'une gestion subtile en amont, où rien n'aurait remplacé plus efficacement le dialogue politique, il aurait suffi de laisser passer la consultation populaire pour en constater l'aspect illégal voire non valide, avant d'en tirer les enseignements pour repasser à une phase politique. Au lieu de cela : des balles en caoutchouc tirées sur des électeurs et une image de « Robocop » violentant une petite vieille. Tombé dans le panneau des séparatistes, victime de sa propre posture bornée, Mariano Rajoy a fait échouer à son pays le test démocratique le plus critique depuis 1981. Rien de bon pour l'unité espagnole ne peut sortir de pareille politique : il doit immédiatement, tant qu'il est encore temps, redonner le sentiment aux Espagnols que son gouvernement travaille pour tous, même pour ceux qui ne sont pas d'accord.

**Rajoy a fait échouer**

**à son pays le test  
démocratique**

C'est enfin l'Europe qui est perdante. Une nouvelle fois Farage et Poutine se sont rengorgés de satisfaction : elle est belle, la démocratie européenne telle que l'ont mise en scène les dirigeants espagnols et catalans. Et telle que n'ont pas voulu l'influencer, même pas la commenter !, les dirigeants européens et de l'UE. La peur panique des pulsions indépendantistes et le corset des alliances objectives entre pouvoirs centraux ont eu raison de la finesse de jugement et du courage, piégés entre les principes contradictoires de constitutionnalité et d'aspiration à l'autodétermination. La disproportion entre la légitime mise en accusation de la Pologne pour atteinte à l'État de droit, et l'absence du moindre mot de questionnement sur l'attitude du gouvernement madrilène, a de quoi laisser pantois. En définitive, si le gouvernement de Varsovie violente l'État de droit, il n'a encore jamais tiré de balles de caoutchouc sur ses opposants. Le silence européen, lâche car misant sur un référendum qui serait passé comme un pétard mouillé, n'est plus tenable. Charles Michel a brisé l'omerta le premier, trahissant tout haut ce que nombre de ses collègues pensaient tout bas depuis quelque temps. Les uns mettront cette sortie sur le compte de l'habileté et du bon timing, les autres, du courage. Et en Belgique comme en Europe, certains la mettront sur le compte de l'obligation de faire un geste envers les indépendantistes flamands qui constituent le poids lourd de sa majorité. Toujours est-il que le Premier ministre belge aura beau jeu de dire que depuis qu'il a négocié puis conclu avec la N-VA, il n'est plus question - pour l'instant - d'indépendance flamande. Nul doute qu'il y a là matière à enseignement pour les Espagnols. Et pour l'Europe.